

Le TSCG a été adopté, hier à l'Assemblée, avec 282 voix de gauche, soit à peine plus que la majorité absolue. Inquiétant pour Hollande.

Par LAURE BRETTON

On a connu des victoires plus festives. Le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) a été adopté hier à l'Assemblée par une majorité de parlementaires de gauche. Sans avoir besoin des voix de la droite, ce qui était l'un des objectifs de l'exécutif. Mais le sentiment du devoir (bien) accompli a été de courte durée. Après analyse du scrutin électronique, 17 députés socialistes se sont finalement opposés au texte et neuf se sont abstenus, ce qui a passablement refroidi l'ambiance. Les 282 votes de gauche en faveur du traité représentent huit voix de plus que la majorité absolue des suffrages exprimés hier. «*C'est une victoire à l'arrache, concède Thierry Mandon, porte-parole du groupe PS. Mais c'est une victoire.*» Jusqu'au dernier moment pourtant, les patrons de la majorité n'ont pas ménagé leur peine pour «retourner» les nonistes : en début d'après-midi, Jean-Marc Ayrault était encore au téléphone avec l'élu de Seine-Saint-Denis Razzy Hammadi dans la voiture qui l'emmenait vers le Palais-Bourbon.

«**ÉTAPE.**» Avec 17 non socialistes (plus trois chevènementistes), «*on n'est pas dans la fourchette dangereuse*», relativise le ministre des Relations avec le Parlement, Alain Vidalies. Qui jure avoir toujours tablé sur 17 à 22 votes contre – soit le strict périmètre de l'aile gauche du PS. Mais certaines sources socialistes étaient bien plus optimistes ce week-end, estimant même possible de décrocher une majorité absolue des inscrits – 289 voix. Ce qui n'a pas échappé à l'opposition. «*Jusqu'à nouvel ordre, on calcule les majorités sur les suffrages exprimés*», recadre Vidalies. Au total, 70 députés se sont opposés au texte, dont 13 Front de gauche et communistes, qui dénoncent un «*traité d'austérité*», une partie de la Droite populaire, les souverainistes, ainsi que les deux parlementaires du Front national et 12 des 17 écologistes. En leur nom, la députée Barbara Pompili a défendu un «*non d'exigence*» : «*Si nous reconnaissons la nouvelle donne et la dynamique enclenchée par la France, à l'heure où le FMI pointe un risque de récession mondiale, se fixer des objectifs purement budgétaires ne nous paraît pas la bonne réponse à la crise*», a-t-elle plaidé.

Pour certains au PS, le résultat est un peu inquiétant pour la suite. «*Il y a une majorité de gauche, mais tout juste, sur un texte essentiel, en début de législature et alors que le Président avait demandé un soutien clair. Ce n'est quand même pas fameux*», estime un député francilien. Après le vote, c'est Jean-Marc Ayrault en personne qui se charge de tourner la page



Traité européen : vote à l'arraché, majorité déchirée

du TSCG. Ça fait solennel, mais un point presse du Premier ministre dans l'enceinte de l'Assemblée, c'est du jamais-vu ou presque, séparation des pouvoirs oblige. «*Aujourd'hui, même s'il a fallu beaucoup travailler, beaucoup convaincre au regard des divisions passées, une étape est franchie*», note sans étincelle le chef du gouvernement. Qui survole en une demi-phrase le vote «*non*» pour parler de «*la suite*» et annoncer que Hollande fera des «*propositions pour consolider la réorientation européenne*» lors du sommet de la semaine prochaine.

«**RÉVOLTE.**» Pendant que les oui socialistes font le dos rond, les non paradenent, ou presque, dans la salle des pas perdus de l'Assemblée. «*La seule pression que je me reconnais c'est celle des salariés européens en butte aux*

plans d'austérité [découlant du TSCG], déclame le député de Paris Pascal Cherki devant les caméras. Si la France ne lève pas l'étendard de la révolte contre l'Europe libérale, l'Europe s'enfoncera dans la récession.»

Loin de ce credo de gauche, un secrétaire national du PS estime que si les dignes nonistes

«Il y a une majorité de gauche, mais tout juste, sur un texte essentiel, en début de législature [...]. Ce n'est pas fameux.»

Un député francilien hier

n'ont pas rompu au sein de l'aile gauche du parti, c'est uniquement pour des raisons de tactique interne : «*Les proches de Benoît Hamon ne voulaient pas laisser les clés du courant à Jérôme Guedj, et Henri Emmanuelli était sur*

une non extrêmement dur, donc ses amis ne pouvaient pas bouger.» Mais surtout, se désolent-ils, une fois le deal passé entre le Président et Hamon en vue du congrès – garantissant une bonne représentation de son courant dans les instances socialistes –, «*on ne pouvait plus tenir les mecs*».

Quid d'éventuelles sanctions contre les contrevenants ? Selon une source socialiste, l'Elysée a passé des «*consignes de fermeté*» sur ce point. Il n'y aura «*évidemment*» aucune exclusion, mais «*ce sera peut-être plus compliqué pour eux de s'épanouir dans leur vie parlementaire au sein du groupe*», note avec gourmandise un député, un peu «*fatigué du barouf de minots qui croient qu'appartenir à la majorité, c'est à la carte*». ▶